

Bruxelles, le 11 décembre 1984

COMMISSION THORN 1981-1984

Cette note comprend :

- 1) un aide-mémoire chronologique sur l'activité de la Commission 1981-1984. (annexe 1);
- 2) le résumé d'une brochure sur le bilan de la Commission qui sera diffusé simultanément avec le discours-bilan que le Président Thorn prononcera devant le Parlement Européen à Strasbourg le 12 décembre 1984 (annexe 2);
- 3) une fiche sur les modalités de nomination des membres de la Commission. (annexe 3).

Cette note est un document de travail uniquement destiné aux journalistes accrédités.

- 1981 -

- 1er janvier : La Grèce devient le dixième Etat membre des Communautés européennes
- : Entrée en vigueur de la deuxième Convention de Lomé, signée le 31 octobre 1979, qui établit une coopération économique, commerciale et technique entre la Communauté et 59 pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP).
- 6 janvier : Entrée en fonction de la nouvelle Commission des Communautés européennes, présidée par M. Gaston E. Thorn.
- 20 janvier : Nomination de M. Poul Dalsager par le Gouvernement danois comme membre de la Commission en remplacement de M. Finn Olav Gundelach, décédé le 13 janvier.
- 11-12 février : M. Gaston Thorn présente devant le Parlement européen le programme de la Commission et les priorités pour 1981.
- 13 février : La Commission propose un nouveau Code des aides sidérurgiques.
- 16 février : Le Conseil porte à 6 milliards d'ecus le plafond des emprunts communautaires destinés au soutien des balances des paiements des Etats membres.
- 23 février : La Commission adresse au Conseil son premier rapport sur l'application de la discipline communautaire en matière d'aides accordées par les autorités publiques aux entreprises sidérurgiques.
- 25 février : La Commission adresse au Conseil un rapport sur les progrès réalisés pour atteindre les objectifs de politique énergétique pour 1990 et les programmes d'investissement des Etats membres au regard des orientations tracées par le Conseil le 9 juin 1980.
- 22 mars : Décision du Conseil d'accepter une dévaluation de la Lire de 6 % par rapport aux autres monnaies participant au Système monétaire européen.
- 23 mars : La Commission transmet au Conseil une communication sur "la politique de la Communauté dans le dialogue Nord-Sud".
- 23-24 mars : Réunion du Conseil européen à Maastricht.
- 30 mars-2 avril : Accord du Conseil sur les prix agricoles pour la campagne 1981/82 (augmentation moyenne des prix agricoles : 10,9 %).

- 30 mars-10 avril : "Semaine commerciale CEE-Chine à Bruxelles.
- mai : visites successives de MM. Haig, secrétaire d'Etat du gouvernement américain, Baldrige, Secrétaire au Commerce, Brock, représentant pour les questions commerciales et Block, Secrétaire à l'agriculture, à la Commission.
- 13 mai : Le Conseil adopte le Code des adies sidérurgiques.
- 19 mai : le Conseil adopte le deuxième "Programme communautaire pour la protection et l'information des consommateurs.
- 26 mai : Nomination par le Gouvernement français de M. Edgard Pisani en remplacement de M. Cheysson, appelé à des fonctions ministérielles.
- 16 juin : Visite à la Commission du Premier Ministre japonais, M. Zenko Suzuki et du Ministre des affaires étrangères, M. Sunao Sonoda.
- 17 juin : Communication de la Commission au Conseil sur l'état du marché intérieur européen.
- 23 juin : Signature de l'accord quinquennal de coopération économique et commerciale à caractère non préférentiel avec l'Inde.
- 24 juin : La Commission, en exécution du "mandat" qui lui avait été confié le 30 mai 1980, transmet aux Chefs d'Etat et de Gouvernement des Dix ses réflexions globales sur les aménagements structurels qui lui paraissent devoir être apportés aux politiques communautaires pour éviter un retour à des "situations inacceptables" du point de vue budgétaire pour un ou plusieurs Etats membres.
- 26 juin : Premières consultations annuelles à haut niveau entre la Commission (Vice-Président Haferkamp) et la Norvège (Mme Gjestebj, Ministre du commerce et des transports maritimes) à Oslo.
- 29-30 juin : Conseil européen à Luxembourg.
- 30 juin : Premières consultations annuelles à haut niveau entre le Commission (Vice-Président Haferkamp) et la Suède (M. Molin, Ministre du commerce) à Stockholm.
- 13 juillet : Le Président Thorn rencontre le Président Reagan à Washington.
- 19-21 juillet : Sommet économique occidental à Ottawa.

- 22 juillet : La Commission transmet au Conseil son projet de cinquième programme de politique économique à moyen terme 1981-1985.
- 23 juillet : La Commission transmet au Conseil un programme quinquennal (1982-1986) dans le domaine de la fusion thermonucléaire contrôlée.
- 30 juillet : La Commission transmet au Conseil une communication sur la situation et les perspectives de l'industrie du textile et de l'habillement.
- Juillet/octobre : La Commission propose des règlements appliquant les règles de concurrence aux secteurs des transports aérien et maritime.
- 5 août : Complétant son rapport sur le "mandat du 30 mai 1980", la Commission transmet au Conseil ses "nouvelles orientations et priorités pour la politique régionale".
- 30 septembre : La Commission adresse une communication au Conseil proposant un plan d'action contre la faim dans le monde.
- 30 septembre : La Commission adresse au Conseil des communications relatives - au renforcement du marché intérieur, - au développement d'une stratégie énergétique, - à la recherche scientifique et technique, - à la politique de l'innovation industrielle, - au développement de l'industrie, - à des orientations pour l'agriculture, - aux "programmes", - à la création d'emplois.
- 4 octobre : Réévaluation du DM et du Florin de 5,5 % et dévaluation de 3% du FF et de la Lire, par rapport aux autres monnaies participant au SME.
- 14-16 octobre : Complétant ses travaux sur le "mandat du 30 mai 1980", la Commission transmet au Conseil plusieurs communications sur les relations inter-institutionnelles et les productions agricoles "méditerranéennes".
- 22-23 octobre : Sommet Nord-Sud à Cancun.
- 29 octobre : La Commission adresse une communication au Conseil sur l'insertion sociale des handicapés.
- 9 novembre : La Commission transmet au Conseil et au Parlement le troisième programme quinquennal en matière d'environnement.
- 26-27 novembre : Conseil européen de Londres.

- 9 décembre : Nouveau programme d'action de la Communauté sur la promotion de l'égalité des chances pour les femmes, 1982-1985.
- 11 décembre : Entretiens à Bruxelles entre la Commission et une délégation du gouvernement américain conduite par MM. Haig, Brock et Block.
- 22 décembre : La Commission transmet au Conseil un rapport sur la pauvreté dans la Communauté.
- 22 décembre : Les pays contractants de l'Arrangement Multifibres (AMF) se mettent d'accord sur un prolongement de l'Arrangement jusqu'au 31 juillet 1986. La CE accepte sous réserve de la conclusion des accords bilatéraux avec des pays fournisseurs.
- 28 décembre : Visite officielle du Président Thorn en Espagne.
- 31 décembre : Le Conseil adopte la nouvelle organisation commune des marchés des produits de la pêche.

- 1982 -

- 8-10 février : Consultations ministérielles à Washington : MM Haferkamp, Davignon et Dalsager rencontrent MM. Haig, Brock, Baldrige et Block. Principaux sujets acier, agriculture.
- 16-17 février : Le Président Thorn présente devant le Parlement européen le Rapport sur les activités des Communautés en 1981, et le programme d'activités 1982/83 de la Commission.
- 21 février : Dévaluation de 8,5 % des francs belge et luxembourgeois et de 3 % de la couronne danoise par rapport aux autres monnaies participant au SME.
- 22 février/
1er mars : Visite officielle du Président Thorn en Nouvelle-Zélande et Australie.
- 23 février : Le retrait du Groenland de la Communauté l'emporte au référendum.
- 10 mars : La Commission propose un approfondissement du SME.
- 19 mars : Mémoire du Gouvernement grec concernant la position de la Grèce dans la Communauté.
- 29 mars : Signature de l'Accord créant la Fondation européenne.

- 29-30 mars : Conseil européen à Bruxelles
- 1er avril : M. Richard Burke remplace M. Michael O'Kennedy comme membre de la Commission.
- 29 avril : Visite officielle du Président Thorn en Suisse.
- 18 mai : Accord du Conseil sur les prix agricoles pour la campagne 1982/1983 (augmentation moyenne des prix agricoles : 12,2 %).
- 26 mai : coup d'envoi de l'Europe des technologies d'information : la Commission propose au Conseil le programme ESPRIT, un programme stratégique européen de R & D dans ce domaine particulier des technologies de pointe.
- 4-6 juin : Sommet économique occidental à Versailles.
- 8 juin : La Commission adresse une communication au Conseil sur le problème de l'investissement.
- 10-11 juin : Visite du Président Thorn en Finlande.
- 12 juin : Réévaluation de 4,25 % du DM et du Florin, et dévaluation de 5,75 % du FF et de 2,75 % de la Lire, par rapport aux autres monnaies participant au SME.
- 21 juin : L'Espagne et le Portugal participent pour la première fois à une réunion de coopération politique.
- 24 juin : La Commission propose un règlement d'exemption par catégorie des contrats de distribution d'automobiles.
- 24 juin : Visite officielle du Président Thorn en Autriche.
- 24 juin : La Commission propose un Programme d'urgence de renforcement du marché intérieur au Conseil.
- 28-29 juin : Conseil européen à Bruxelles
- 27 juillet : Le Conseil adopte une réforme de l'organisation commune des marchés viti-vinicoles.
- 28 juillet : Le Conseil adopte le cinquième programme de politique économique à moyen terme.
- 28 juillet/2 août : Visite officielle du Président Thorn en Afrique (Kenya, Mali, Sénégal).
- 12 août : Conclusion d'un accord de pêche CEE-Guinée/Conakry.

- 1er octobre : Entrée en vigueur de l'Accord quinquennal CEE-Brésil qui offre un cadre stable au développement des relations économiques et commerciales entre les deux partenaires.
- 4 octobre : La Commission adresse un mémorandum au Conseil sur la politique communautaire de développement
- 12 octobre : La Commission adresse une communication au Conseil relative au renforcement de l'action communautaire dans le domaine culturel.
- 15 octobre : La Commission émet un avis sur le réexamen du Fonds social en vue d'adapter son action à la situation de l'emploi et d'accroître son efficacité.
- 19 octobre : La Commission propose une nouvelle tranche d'emprunt de 3 milliards d'ecus dans le cadre du Nouvel Instrument Communautaire (NIC III).
- 21 octobre : La Commission adresse une communication au Conseil relative aux politiques de formation professionnelle dans les années 80, y compris la garantie sociale pour les jeunes.
- 21 octobre : Le Conseil adopte l'arrangement "acier" avec les Etats-Unis.
- 31 octobre/
9 novembre : Visite officielle du Président Thorn en Inde et au Népal.
- 12 novembre : La Commission adresse une communication au Conseil sur la relance du marché intérieur.
- 14 novembre : L'annonce de la levée de l'embargo américain sur le gazoduc sibérien est accueillie avec satisfaction par la Commission.
- 15 novembre : La Commission adresse une communication au Conseil européen comprenant un inventaire des problèmes posés à la Communauté et à chacun de ses Etats membres par l'élargissement de la CEE à l'Espagne et au Portugal, et des propositions pour les résoudre.
- 23 novembre : Le Conseil adopte une proposition de la Commission d'octroyer à l'Amérique Centrale une aide supplémentaire de 30 millions d'ecus.
- 3-4 décembre : Conseil européen à Copenhague.
- 10 décembre : Entretiens entre la Commission et une délégation du gouvernement américain (MM. Shultz, Block, Baldrige et Brock).

- 10 décembre : Consultations ministérielles à Bruxelles entre la Commission (MM. Thorn, Ortoli, Haferkamp, Davignon, Dalsager) et les Etats-Unis (MM. Shultz, Regan, Block, Baldrige, Brock).
- 14 décembre : Le Conseil confirme le maintien de la Communauté dans l'Arrangement Multifibres (AMF).

- 1983 -

- 5-7 janvier : Visite officielle du Président Thorn au Mexique.
- 25 janvier : Naissance de l'"Europe bleue" : après six ans de négociations sur les propositions de la Commission, le Conseil arrête une politique communautaire de la pêche.
- 3 février : Avis de la Commission sur le futur statut du Groenland vis-à-vis de la Communauté.
- 3 février : Visite à la Commission du vice-président des Etats-Unis, George Bush.
- 7 février : Livre Vert de la Commission au Conseil et au Parlement sur le financement futur de la Communauté.
- 7-13 février : Les vice-présidents Haferkamp et Davignon obtiennent à Tokyo des assurances japonaises sur une modération des exportations japonaises pour 10 produits sensibles et une auto-limitation pour les magnétoscopes et les tubes de télévision.
- 8-9 février : Le président Thorn présente devant le Parlement européen le Rapport d'activités des Communautés en 1982 et le programme d'activités de la Commission 1983/1984.
- 11 février : La Commission adresse au Conseil une communication relative à une politique commune des transports terrestres qui définit des lignes directrices d'une action pragmatique ainsi qu'un programme triennal de travail.
- 24 février : Visite à la Commission du Premier Ministre suédois M. Palme.
- 1er mars : La Commission propose de renforcer la défense de la Communauté contre les pratiques commerciales déloyales de certains de ses partenaires commerciaux.
- 17 mars : La Commission adresse une première communication au Conseil sur les programmes intégrés méditerranéens (PIM).

- 21 mars : Réévaluation du DM (5,5%), du Florin (3,5%), de la Couronne danoise (2,5%) et des FB et Flux (1,5%), et dévaluation de la livre irlandaise (3,5%) et du FF et de la Lire (2,5%).
- 21-22 mars : Conseil européen à Bruxelles.
- 24 mars : La Commission adresse au Conseil une communication sur : "Pour une aide alimentaire au service du développement".
- 29 mars : La Commission adresse au Conseil une communication sur les suites à donner au mémorandum héliénique du 19 mars 1982.
- 29 mars : La Commission adresse au Conseil une communication concernant les orientations des prochaines négociations en vue du renouvellement de la seconde Convention de Lomé qui expirera le 28 février 1985.
- 30 mars : Conclusion d'un nouvel accord de pêche CEE-Guinée Bissau.
- 15 avril : Le Conseil habilite la Commission à contracter des emprunts dans le cadre de la "facilité Ortolini" (NIC) pour un nouveau montant maximal de 3 milliards d'ecus.
- 18 avril : La Commission adresse au Conseil une communication sur l'intégration financière.
- 25 avril : La Commission adresse au Conseil une communication sur la promotion de l'emploi des jeunes.
- 5 mai : Pour le financement futur de la Communauté, la Commission soumet au Conseil un projet de décision de relèvement du plafond de ressources TVA à 1,4% et l'introduction d'une TVA modulée pour financer la partie des dépenses agricoles excédant 33 % du budget général.
- 16 mai : La France reçoit un prêt de 4 milliards d'ecus dans le cadre des emprunts communautaires destinés au soutien de la balance des paiements.
- 17 mai : Décision du Conseil sur les prix agricoles (augmentation moyenne des prix agricoles : 6,9%).
- 17 mai : La Commission adresse au Conseil une communication sur le développement futur du rôle international de l'ecu.
- 28-31 mai : Sommet économique occidental à Williamsburg.

- 6 juin/3 juillet : Sixième Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement à Belgrade.
- 7 juin : La Commission adresse au Conseil une communication sur la stratégie énergétique de la Communauté, assortie d'un programme quinquennal d'action.
- 15 juin : La Commission adresse au Conseil une proposition modifiée de la directive "Vredeling" (droits d'information et de consultation des travailleurs).
- 17-19 juin : Conseil européen à Stuttgart.
- 25 juin : Entrée en fonction du JET, premier grand dispositif de fusion européen à Culham, au Royaume-Uni.
- 29 juin : Décision de la Commission sur les plans de restructuration sidérurgique des Etats membres.
- 30 juin : Conclusion d'un accord de pêche CEE-Guinée équatoriale.
- 2 juillet : Arrêt de la Cour de Justice dans l'affaire Commission c/ Royaume-Uni sur le rapport d'imposition entre le vin et la bière.
- 29 juillet : Suivant le mandat reçu du Conseil européen, la Commission transmet au Conseil deux communications, l'une relative aux aménagements à apporter à la politique agricole commune, l'autre aux moyens d'accroître l'efficacité des fonds structurels.
- 31 août : Conclusion d'un accord de pêche CEE-São Tome et Principe.
- 22 septembre : Le conseil du SELA (Système Economique Latino-américain), se prononce pour une reprise du dialogue CE-Amérique latine, interrompu depuis le conflit "Iles Malouines".
- 22 septembre : Visite à la Commission du Conseiller Fédéral suisse, M. Furgler.
- 23 septembre : La Commission adresse une recommandation au Conseil sur la réduction et la réorganisation du temps de travail.
- 6 octobre : Visite à la Commission du Président de la Colombie, M. Belisario Betancur.
- 6-7 octobre : Ouverture solennelle des négociations pour le renouvellement de la Convention de Lomé CEE/ACP.

- 18 octobre : Décision du Conseil sur la révision de l'organisation commune des marchés des fruits et légumes.
- 30 octobre/
6 novembre : Visite officielle du Président Thorn à Singapour, en Thaïlande et en République populaire de Chine.
- 17-18 novembre : Le vice-président Davignon obtient à Tokyo des assurances japonaises pour une continuation de la modération, en 1984, des exportations japonaises de produits sensibles ainsi que pour une auto-limitation japonaise des exportations de magnétoscopes et de tubes de télévision.
- 18 novembre : La Commission fait une nouvelle proposition de réforme du Fonds européen de développement régional.
- 23 novembre : Visite à la Commission du Premier Ministre norvégien, M. Willoch.
- 2-3 décembre : Visite officielle du Président Thorn en Indonésie.
- 4-6 décembre : Conseil européen à Athènes : échec des tentatives de compromis sur les dossiers-clés de la Communauté européenne.
- 9 décembre : Entretiens de la Commission à Bruxelles avec une délégation du gouvernement américain (MM. Shultz, Regan, Block, Baldrige et Brock).
- 17 décembre : Signature à Cartagene (Colombie) de l'accord de coopération économique CEE-pays du Pacte Andin.

- 1984 -

- 1er janvier : Abolition entre la Commission et les pays de l'AELE de la quasi totalité des barrières tarifaires et quantitatives dans leurs échanges réciproques de produits industriels.
- 13 janvier : La Commission, faute d'accord avec le gouvernement américain sur les compensations concernant les limitations américaines à l'importation d'aciers spéciaux, impose des mesures de compensation.
- 26 janvier : La Commission adresse au Conseil une communication sur le changement technologique et les mutations sociales.

- 31 janvier : Fixation par le Conseil des TAC et quotas de pêche dans les eaux communautaires pour 1984.
- 31 janvier : La Commission proroge jusqu'au 31 décembre 1985 le régime de "crise manifeste" appliqué à la sidérurgie communautaire.
- 6 février : Visite à la Commission du vice-chancelier autrichien, M. Steger.
- 14 février : Arrêt de la Cour de Justice dans l'affaire Commission c/République fédérale d'Allemagne concernant les "bateaux à beurre".
- 15 février : Le Président Thorn présente devant le Parlement européen le Rapport d'activité des Communautés en 1983 et le programme d'activités de la Commission en 1984.
- 20 février : Accord du Conseil sur le statut du Groenland vis-à-vis de la Communauté.
- 22 février : Mémoire de la Commission relatif à une politique commune des transports aériens.
- 28 février : Le Conseil adopte le Programme Esprit pour cinq ans (programme stratégique européen de R & D dans le domaine des technologies de l'information) doté d'un budget de 1,5 milliard d'ecus à parts égales entre la Communauté et les industriels de la Communauté.
- 5 mars : Bilan de la Commission de cinq années de coopération monétaire au sein du SME.
- 13 mars : Signature à Bruxelles du traité concrétisant le retrait du Groenland de la Communauté.
- 19-20 mars : Conseil européen à Bruxelles.
- 30 mars : La Commission adresse au Conseil un rapport et des propositions relatifs à la mise en oeuvre d'une politique méditerranéenne prenant en compte l'élargissement futur de la Communauté.
- 31 mars : Accord du Conseil sur les prix agricoles pour la campagne 1984/85, marqué par la mise en oeuvre d'un régime de quotas dans le secteur laitier (augmentation moyenne des prix agricoles : 3,3%).
- 2 avril : Première application des règles de concurrence par une décision formelle dans le secteur des assurances.

- 6 avril : La Commission propose au Conseil les orientations pour un renforcement des relations entre la Communauté et l'Amérique latine.
- 9 avril ; Première rencontre au niveau ministériel entre la Communauté et ses Etats membres et les Etats de l'AELE à Luxembourg : vers un renforcement de la coopération au-delà des accords de libre-échange.
- 10 avril : Le Conseil adopte une résolution incluant les premières orientations d'une action commune dans le domaine du tourisme que la Commission lui avait proposée en juin 1982.
- 3-12 mai : Visite officielle du Président Thorn en Indonésie, République de Corée et au Japon.
- 11 mai : La Commission propose au Conseil un programme pluri-annuel de recherche dans le domaine de la biotechnologie (1985-1989).
- 15 mai : Première réunion ministérielle entre une délégation de la Commission dirigée par le Président Thorn et une délégation ministérielle japonaise menée par le Ministre des Affaires étrangères, M. Abe : les relations entrent dans une nouvelle phase importante de coopération accrue et de compréhension mutuelle.
- 23 mai : La Commission adresse une communication au Conseil relative au développement d'une politique européenne des télécommunications.
- 24 mai : La Commission adresse une communication au Conseil relative aux relations entre la Communauté et l'Afrique.
- 29 mai : La Commission propose au Conseil la modification du mécanisme des emprunts communautaires destinés au soutien de la balance des paiements et notamment le relèvement du plafond de 6 à 8 milliards d'ecus.
- 6 juin ; La Commission propose de réduire la teneur en plomb de l'essence et les émissions des véhicules à moteur.
- 7 juin : Résolution du Conseil concernant l'allègement des contrôles des personnes aux frontières.
- 7-9 juin : Sommet économique occidental à Londres.
- 14-17 juin : Deuxième élection du Parlement européen au suffrage universel direct.

- 15 juin : Visite à la Commission du Président de Costa Rica M. Luis Alberto Monge; les deux parties envisagent la possibilité d'un accord de coopération entre la Communauté et l'Amérique centrale.
- 19 juin : Le Conseil adopte le règlement réformant le Fonds Régional
- 25-26 juin : Conseil européen à Fontainebleau.
- 27 juin : Conclusion d'un nouvel accord de pêche CEE-USA.
- 28 juin : Livre vert de la Commission sur l'établissement d'un marché commun de la radiodiffusion, notamment par câbles et par satellites.
- 29 Juin : La Commission propose au Conseil des perspectives et actions pour le développement économique à moyen terme de la Communauté.
- 2-3 juillet : Visite officielle du Président Thorn au Portugal.
- 4 juillet : La Commission adopte une proposition modifiée concernant les ressources propres pour mettre en oeuvre les décisions prises par le Conseil européen de Fontainebleau.
- 6 juillet : Première application des règles de concurrence par une décision formelle à un accord de réduction de surcapacités de production (fibres synthétiques).
- 17 juillet : M. Perez de Cuellar, Secrétaire général des Nations Unies, en visite officielle à la Commission.
- 19 juillet : La présidence irlandaise annonce l'approbation par les Etats membres de la désignation de M. Jacques Delors comme Président de la prochaine Commission.
- 20 juillet : Visite à la Commission du Président d'El Salvador, M. Jose Napoleon Duarte.
- 24 juillet : Adoption du nouveau règlement d'exemption des licences de brevet.
- 2 août : Arrangement Commission-IBM, ce dernier s'étant engagé à modifier ses pratiques sur le marché des ordinateurs dans la Communauté.
- 7 août : Interdiction d'entente des producteurs de zinc.

- 13 septembre : La Commission adresse une communication au Conseil sur la coopération dans le domaine de la santé.
- 14 septembre : La Commission adresse une communication au Conseil sur le chômage de longue durée.
- 19 septembre : Nouvel accord de coopération économique et commerciale entre la Chine et la Communauté paraphé le 26 septembre à Peking.
- M. Pisani représente la Commission à la conférence ministérielle Europe-Amérique latine de San Jose (Costa Rica).
- 9 octobre : La Communauté et la République arabe du Yemen signent, à Bruxelles, un accord de coopération.
- 22 octobre : Le Conseil autorise la Commission à mener des négociations avec le Pakistan en vue de la conclusion d'un nouvel accord de coopération commerciale et économique.
- 22 octobre : Le Conseil décide l'accélération des réductions tarifaires prévues par les négociations commerciales multilatérales.
- 29 octobre/
2 novembre : Visite officielle du Président Thorn en Amérique latine (Colombie, Pérou, Venezuela).
- 30 octobre : La Commission décide un plan d'urgence au bénéfice de l'Ethiopie, des pays du Sahel et autres pays africains frappés par la sécheresse.
- 5 novembre : La Commission conteste le "wine equity bill" et le marquage obligatoire des tubes instauré par la loi américaine "omnibus trade bill" du 30 octobre 1984 et demande l'ouverture de consultations.
- 5-6 novembre ; Le Président Thorn et le vice-président Haferkamp rencontrent les ministres des pays de l'AELE à Genève : discussions sur le "follow-up" de la réunion ministérielle CEE/AELE du 9 avril 1984.
- 15-16 novembre : Réunion des ministres des affaires étrangères de la CEE et de l'ASEAN à Dublin et signature d'un protocole d'extension à Brunei de l'Accord CEE-ASEAN.

- 22 novembre : Prolongation de deux ans de la Cinquième directive aides d'Etat à la construction navale.
- 27 novembre : L'administration américaine annonce la fermeture de ses frontières aux importations de tubes et tuyaux en acier en provenance de la Communauté; elle rejette les termes du mandat de négociation confié à la Commission par le Conseil, le 22 novembre.
- 3-4 décembre : Conseil européen de Dublin.

Cet aperçu chronologique a été arrêté à la date du 4 décembre 1984.

N.B. Voir aussi le résumé chronologique sur la politique agricole commune.

- - - - -

CHRONOLOGIE DE LA POLITIQUE AGRICOLE COMMUNE

Le 31 mars 1984, Le Conseil est parvenu à un accord sur la réforme de la politique agricole commune et sur les prix agricoles pour la campagne 1984/85. Cet accord a marqué l'aboutissement de neuf mois de négociations et de plus de trois années de discussions sur la façon d'adapter la politique à des conditions économiques nouvelles, à savoir :

- L'augmentation continue de la production en raison des gains de productivité et des rendements accrus;
- le ralentissement de la consommation et, en particulier, la chute des exportations du fait de la récession économique;
- les stocks croissants de produits excédentaires;
- L'augmentation constante des dépenses de soutien du marché.

Le catalyseur a été le mandat du 30 mai 1980 par lequel la Commission a été chargée d'entreprendre un examen d'ensemble de l'évolution des politiques communes, y compris la PAC, dans le cadre de la réponse globale de la Communauté au problème des déséquilibres budgétaires.

La Commission a remis son rapport au Conseil le 24 juin 1981 (1). En ce qui concerne la PAC, les conclusions de la Commission étaient basées sur le principe, déjà formulé par la Commission précédente, selon lequel "il n'est ni sain économiquement ni possible financièrement de garantir des niveaux de prix ou d'aide pour des quantités illimitées" et selon lequel, au-delà d'un certain volume de production, les producteurs devraient eux-mêmes supporter le coût de l'élimination des excédents (ce qu'il est convenu d'appeler le principe de coresponsabilité) (2). Dans son rapport du 24 juin 1981, la Commission a proposé que les futures décisions concernant la PAC aient pour objectif de réduire l'écart entre les prix agricoles dans la Communauté et chez ses principaux concurrents et que le système des prix garantis soit adapté en fonction des objectifs de production de la Communauté. Elle a aussi réclamé une politique des structures plus active, la possibilité d'octroyer des aides directes aux revenus, ainsi que des contrôles de qualité plus sévères et une gestion financière plus rigoureuse.

Le 23 octobre 1981, la Commission a présenté un aide-mémoire complémentaire visant à définir ce que ces recommandations signifiaient dans la pratique (3). La Commission a indiqué que la réduction de l'écart entre les prix concernait essentiellement les céréales et que les objectifs de production devaient être basés sur des prévisions à long terme concernant l'offre et la demande, compte tenu d'un horizon mobile à cinq ans. La Commission a formulé des suggestions sur la manière d'appliquer le système des objectifs de production dans les différents secteurs.

Bien que le Conseil ne soit parvenu à aucune conclusion formelle au sujet du rapport sur le mandat, surtout en raison de dissensions durables sur le problème des déséquilibres budgétaires, la Commission a incorporé ses idées dans ses propositions de prix pour 1982/83. L'accord réalisé au Conseil le 18 mai 1982 comprenait la fixation de seuils de garantie (ainsi dénommés pour éviter de faire penser à des quotas de production) pour les céréales (sauf le blé dur), le colza, les tomates transformées et le lait.

(1) COM(81)300

(2) Réflexions sur la PAC, communication du 8 décembre 1980 de la Commission au Conseil.

(3) COM(81)608 ("Orientations pour l'agriculture européenne").